

Vu que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une quatre-vingt-seizième fois, par la résolution numéro CE21 1148, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le lundi 28 juin 2021;

Vu que la situation sur le territoire demeure préoccupante, l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une quatre-vingt-dix-septième fois, par la résolution numéro CE21 1156 du lundi 28 juin 2021, la déclaration d'état d'urgence pour une autre période de cinq jours, se terminant le samedi 3 juillet 2021;

Vu que l'agglomération de Montréal demande à la ministre de la Sécurité publique d'autoriser de nouveau le renouvellement de l'état d'urgence pour une période de cinq jours;

En conséquence, j'autorise l'agglomération de Montréal à renouveler l'état d'urgence local déclaré le vendredi 27 mars 2020 pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le samedi 3 juillet 2021.

Québec, le 30 juin 2021

La ministre de la Sécurité publique,
GENEVIÈVE GUILBAULT

75393

A.M., 2021

**Arrêté numéro 0064-2021 de la ministre
de la Sécurité publique en date du 2 juillet 2021**

Loi sur la sécurité civile
(chapitre S-2.3)

Autorisation de renouvellement de la déclaration d'état d'urgence local de l'agglomération de Montréal

Vu l'article 42 de la Loi sur la sécurité civile, lequel prévoit qu'une municipalité locale peut déclarer l'état d'urgence, dans tout ou partie de son territoire, lorsqu'un sinistre majeur, réel ou imminent, exige, pour protéger la vie, la santé ou l'intégrité des personnes, une action immédiate qu'elle estime ne pas pouvoir réaliser adéquatement dans le cadre de ses règles de fonctionnement habituelles ou dans le cadre d'un plan de sécurité civile applicable;

Vu le premier alinéa de l'article 43 de cette loi, lequel prévoit que l'état d'urgence déclaré par le conseil municipal vaut pour une période maximale de cinq jours à l'expiration de laquelle il peut être renouvelé, sur autorisation de la ministre, pour d'autres périodes maximales de cinq jours;

Vu le deuxième alinéa de ce même article, lequel prévoit également que si le conseil municipal ne peut se réunir en temps utile, le maire ou, en cas d'absence ou d'empêchement, le maire suppléant peut déclarer l'état d'urgence pour une période maximale de 48 heures;

Vu que la pandémie de la COVID-19 perturbe considérablement le fonctionnement habituel de l'agglomération de Montréal et nécessite, à la demande des autorités responsables de la santé publique, la mise en œuvre de mesures exceptionnelles pour réduire la propagation du virus sur le territoire de l'agglomération;

Vu que la mairesse de la Ville de Montréal, madame Valérie Plante, a déclaré l'état d'urgence le vendredi 27 mars 2020 pour une période de 48 heures, le conseil d'agglomération ne pouvant se réunir en temps utile;

Vu que cet état d'urgence a été renouvelé pour une période additionnelle de cinq jours avec l'autorisation de la ministre, par la résolution numéro CG20 0167 adoptée par le conseil d'agglomération le dimanche 29 mars 2020;

Vu que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une seconde fois, le vendredi 3 avril 2020, par la résolution numéro CE20 0452, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le mercredi 8 avril 2020;

Vu que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une troisième fois, par la résolution numéro CE20 0490, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le lundi 13 avril 2020;

Vu que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une quatrième fois, par la résolution numéro CE20 0499, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le samedi 18 avril 2020;

Vu que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une cinquième fois, par la résolution numéro CE20 0562, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le mardi 21 avril 2020;

Vu que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une sixième fois, par la résolution numéro CE20 0568, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le dimanche 26 avril 2020;

Vu que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une septième fois, par la résolution numéro CE20 0573, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le vendredi 1^{er} mai 2020;

VU que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une huitième fois, par la résolution numéro CE20 0601, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le mercredi 6 mai 2020;

VU que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une neuvième fois, par la résolution numéro CE20 0614, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le lundi 11 mai 2020;

VU que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une dixième fois, par la résolution numéro CE20 0625, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le samedi 16 mai 2020;

VU que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une onzième fois, par la résolution numéro CE20 0684, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le jeudi 21 mai 2020;

VU que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une douzième fois, par la résolution numéro CE20 0760, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le mardi 26 mai 2020;

VU que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une treizième fois, par la résolution numéro CE20 0768, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le samedi 30 mai 2020;

VU que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une quatorzième fois, par la résolution numéro CE20 0771, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le jeudi 4 juin 2020;

VU que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une quinzième fois, par la résolution numéro CE20 0839, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le mardi 9 juin 2020;

VU que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une seizième fois, par la résolution numéro CE20 0841, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le dimanche 14 juin 2020;

VU que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une dix-septième fois, par la résolution numéro CE20 0966, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le vendredi 19 juin 2020;

VU que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une dix-huitième fois, par la résolution numéro CE20 0993, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le mardi 23 juin 2020;

VU que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une dix-neuvième fois, par la résolution numéro CE20 0995, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le dimanche 28 juin 2020;

VU que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une vingtième fois, par la résolution numéro CE20 1003, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le mercredi 1^{er} juillet 2020;

VU que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une vingt et unième fois, par la résolution numéro CE20 1008, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le dimanche 5 juillet 2020;

VU que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une vingt-deuxième fois, par la résolution numéro CE20 1010, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le vendredi 10 juillet 2020;

VU que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une vingt-troisième fois, par la résolution numéro CE20 1073, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le mercredi 15 juillet 2020;

VU que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une vingt-quatrième fois, par la résolution numéro CE20 1077, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le lundi 20 juillet 2020;

VU que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une vingt-cinquième fois, par la résolution numéro CE20 1081, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le samedi 25 juillet 2020;

VU que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une vingt-sixième fois, par la résolution numéro CE20 1083, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le jeudi 30 juillet 2020;

VU que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une vingt-septième fois, par la résolution numéro CE20 1088, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le mardi 4 août 2020;

VU que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une vingt-huitième fois, par la résolution numéro CE20 1091, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le samedi 8 août 2020;

VU que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une vingt-neuvième fois, par la résolution numéro CE20 1128, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant mercredi 12 août 2020;

VU que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une trentième fois, par la résolution numéro CE20 1214, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le lundi 17 août 2020;

VU que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une trente et unième fois, par la résolution numéro CE20 1231, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le samedi 22 août 2020;

VU que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une trente-deuxième fois, par la résolution numéro CE20 1315, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le jeudi 27 août 2020;

VU que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une trente-troisième fois, par la résolution numéro CE20 1317, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le lundi 31 août 2020;

VU que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une trente-quatrième fois, par la résolution numéro CE20 1324, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le samedi 5 septembre 2020;

VU que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une trente-cinquième fois, par la résolution numéro CE20 1337, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le mercredi 9 septembre 2020;

VU que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une trente-sixième fois, par la résolution numéro CE20 1381, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le lundi 14 septembre 2020;

VU que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une trente-septième fois, par la résolution numéro CE20 1389, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le samedi 19 septembre 2020;

VU que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une trente-huitième fois, par la résolution numéro CE20 1444, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le jeudi 24 septembre 2020;

VU que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une trente-neuvième fois, par la résolution numéro CE20 1447, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le mardi 29 septembre 2020;

VU que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une quarantième fois, par la résolution numéro CE20 1449, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le dimanche 4 octobre 2020;

VU que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une quarante et unième fois, par la résolution numéro CE20 1480, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le vendredi 9 octobre 2020;

VU que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une quarante-deuxième fois, par la résolution numéro CE20 1544, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le mercredi 14 octobre 2020;

VU que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une quarante-troisième fois, par la résolution numéro CE20 1593, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le lundi 19 octobre 2020;

VU que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une quarante-quatrième fois, par la résolution numéro CE20 1614, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le samedi 24 octobre 2020;

VU que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une quarante-cinquième fois, par la résolution numéro CE20 1616, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le jeudi 29 octobre 2020;

VU que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une quarante-sixième fois, par la résolution numéro CE20 1648, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le mardi 3 novembre 2020;

VU que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une quarante-septième fois, par la résolution numéro CE20 1650, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le dimanche 8 novembre 2020;

VU que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une quarante-huitième fois, par la résolution numéro CE20 1744, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le vendredi 13 novembre 2020;

VU que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une quarante-neuvième fois, par la résolution numéro CE20 1842, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le mercredi 18 novembre 2020;

VU que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une cinquantième fois, par la résolution numéro CE20 1844, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le lundi 23 novembre 2020;

VU que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une cinquante et unième fois, par la résolution numéro CE20 1847, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le samedi 28 novembre 2020;

VU que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une cinquante-deuxième fois, par la résolution numéro CE20 1873, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le mercredi 2 décembre 2020;

VU que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une cinquante-troisième fois, par la résolution numéro CE20 1967, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le lundi 7 décembre 2020;

VU que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une cinquante-quatrième fois, par la résolution numéro CE20 1985, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le samedi 12 décembre 2020;

VU que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une cinquante-cinquième fois, par la résolution numéro CE20 2050, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le jeudi 17 décembre 2020;

VU que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une cinquante-sixième fois, par la résolution numéro CE20 2052, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le lundi 21 décembre 2020;

VU que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une cinquante-septième fois, par la résolution numéro CE20 2054, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le samedi 26 décembre 2020;

VU que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une cinquante-huitième fois, par la résolution numéro CE20 2089, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le jeudi 31 décembre 2020;

VU que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une cinquante-neuvième fois, par la résolution numéro CE20 2092, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le mardi 5 janvier 2021;

VU que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une soixantième fois, par la résolution numéro CE21 0002, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le dimanche 10 janvier 2021;

VU que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une soixante et unième fois, par la résolution numéro CE21 0013, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le vendredi 15 janvier 2021;

VU que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une soixante-deuxième fois, par la résolution numéro CE21 0072, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le mercredi 20 janvier 2021;

VU que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une soixante-troisième fois, par la résolution numéro CE21 0120, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le lundi 25 janvier 2021;

VU que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une soixante-quatrième fois, par la résolution numéro CE21 0135, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le samedi 30 janvier 2021;

VU que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une soixante-cinquième fois, par la résolution numéro CE21 0137, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le mercredi 3 février 2021;

VU que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une soixante-sixième fois, par la résolution numéro CE21 0156, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le lundi 8 février 2021;

VU que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une soixante-septième fois, par la résolution numéro CE21 0160, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le samedi 13 février 2021;

VU que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une soixante-huitième fois, par la résolution numéro CE21 0207, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le mercredi 17 février 2021;

VU que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une soixante-neuvième fois, par la résolution numéro CE21 0243, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le lundi 22 février 2021;

VU que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une soixante-dixième fois, par la résolution numéro CE21 0264, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le samedi 27 février 2021;

VU que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une soixante et onzième fois, par la résolution numéro CE21 0285, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le mercredi 3 mars 2021;

VU que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une soixante-douzième fois, par la résolution numéro CE21 0288, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le lundi 8 mars 2021;

VU que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une soixante-treizième fois, par la résolution numéro CE21 0290, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le samedi 13 mars 2021;

VU que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une soixante-quatorzième fois, par la résolution numéro CE21 0377, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le mercredi 17 mars 2021;

VU que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une soixante-quinzième fois, par la résolution numéro CE21 0413, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le lundi 22 mars 2021;

VU que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une soixante-seizième fois, par la résolution numéro CE21 0439, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le samedi 27 mars 2021;

VU que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une soixante-dix-septième fois, par la résolution numéro CE21 0445, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le mercredi 31 mars 2021;

VU que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une soixante-dix-huitième fois, par la résolution numéro CE21 0469, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le lundi 5 avril 2021;

VU que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une soixante-dix-neuvième fois, par la résolution numéro CE21 0477, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le samedi 10 avril 2021;

VU que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une quatre-vingtième fois, par la résolution numéro CE21 0552, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le mercredi 14 avril 2021;

VU que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une quatre-vingt et unième fois, par la résolution numéro CE21 0605, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le lundi 19 avril 2021;

Vu que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une quatre-vingt-deuxième fois, par la résolution numéro CE21 0624, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le samedi 24 avril 2021;

Vu que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une quatre-vingt-troisième fois, par la résolution numéro CE21 0627, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le mercredi 28 avril 2021;

Vu que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une quatre-vingt-quatrième fois, par la résolution numéro CE21 0661, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le lundi 3 mai 2021;

Vu que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une quatre-vingt-cinquième fois, par la résolution numéro CE21 0669, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le samedi 8 mai 2021;

Vu que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une quatre-vingt-sixième fois, par la résolution numéro CE21 0760, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le mercredi 12 mai 2021;

Vu que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une quatre-vingt-septième fois, par la résolution numéro CE21 0821, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le lundi 17 mai 2021;

Vu que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une quatre-vingt-huitième fois, par la résolution numéro CE21 0849, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le samedi 22 mai 2021;

Vu que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une quatre-vingt-neuvième fois, par la résolution numéro CE21 0853, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le mercredi 26 mai 2021;

Vu que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une quatre-vingt-dixième fois, par la résolution numéro CE21 0877, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le lundi 31 mai 2021;

Vu que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une quatre-vingt-onzième fois, par la résolution numéro CE21 0887, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le samedi 5 juin 2021;

Vu que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une quatre-vingt-douzième fois, par la résolution numéro CE21 1007, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le mercredi 9 juin 2021;

Vu que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une quatre-vingt-treizième fois, par la résolution numéro CE21 1093, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le lundi 14 juin 2021;

Vu que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une quatre-vingt-quatorzième fois, par la résolution numéro CE21 1114, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le samedi 19 juin 2021;

Vu que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une quatre-vingt-quinzième fois, par la résolution numéro CE21 1116, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le mercredi 23 juin 2021;

Vu que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une quatre-vingt-seizième fois, par la résolution numéro CE21 1148, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le lundi 28 juin 2021;

Vu que l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une quatre-vingt-dix-septième fois, par la résolution numéro CE21 1156, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le 3 juillet 2021;

Vu que la situation sur le territoire demeure préoccupante, l'agglomération de Montréal a renouvelé pour une quatre-vingt-dix-huitième fois, par la résolution numéro CE21 1176 du vendredi 2 juillet 2021, la déclaration d'état d'urgence pour une autre période de cinq jours, se terminant le mercredi 7 juillet 2021;

Vu que l'agglomération de Montréal demande à la ministre de la Sécurité publique d'autoriser de nouveau le renouvellement de l'état d'urgence pour une période de cinq jours;

En conséquence, j'autorise l'agglomération de Montréal à renouveler l'état d'urgence local déclaré le vendredi 27 mars 2020 pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le mercredi 7 juillet 2021.

Québec, le 2 juillet 2021

La ministre de la Sécurité publique,
GENEVIÈVE GUILBAULT

75394

A.M., 2021

Arrêté numéro 2021-052 du ministre de la Santé et des Services sociaux en date du 7 juillet 2021

Loi sur la santé publique
(chapitre S-2.2)

CONCERNANT l'ordonnance de mesures visant à protéger la santé de la population dans la situation de pandémie de la COVID-19

LE MINISTRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX,

Vu l'article 118 de la Loi sur la santé publique (chapitre S-2.2) qui prévoit que le gouvernement peut déclarer un état d'urgence sanitaire dans tout ou partie du territoire québécois lorsqu'une menace grave à la santé de la population, réelle ou imminente, exige l'application immédiate de certaines mesures prévues à l'article 123 de cette loi pour protéger la santé de la population;

Vu le décret numéro 177-2020 du 13 mars 2020 qui déclare l'état d'urgence sanitaire dans tout le territoire québécois pour une période de 10 jours;

Vu que l'état d'urgence sanitaire a été renouvelé jusqu'au 29 mars 2020 par le décret numéro 222-2020 du 20 mars 2020, jusqu'au 7 avril 2020 par le décret numéro 388-2020 du 29 mars 2020, jusqu'au 16 avril 2020 par le décret numéro 418-2020 du 7 avril 2020, jusqu'au 24 avril 2020 par le décret numéro 460-2020 du 15 avril 2020, jusqu'au 29 avril 2020 par le décret numéro 478-2020 du 22 avril 2020, jusqu'au 6 mai 2020 par le décret numéro 483-2020 du 29 avril 2020, jusqu'au 13 mai 2020 par le décret numéro 501-2020 du 6 mai 2020, jusqu'au 20 mai 2020 par le décret numéro 509-2020 du 13 mai 2020, jusqu'au 27 mai 2020 par le décret numéro 531-2020 du 20 mai 2020, jusqu'au 3 juin 2020 par le décret numéro 544-2020 du 27 mai 2020, jusqu'au 10 juin 2020 par le décret numéro 572-2020 du 3 juin 2020, jusqu'au 17 juin 2020 par le décret numéro 593-2020 du 10 juin 2020, jusqu'au 23 juin 2020 par le décret numéro 630-2020

du 17 juin 2020, jusqu'au 30 juin 2020 par le décret numéro 667-2020 du 23 juin 2020, jusqu'au 8 juillet 2020 par le décret numéro 690-2020 du 30 juin 2020, jusqu'au 15 juillet 2020 par le décret numéro 717-2020 du 8 juillet 2020, jusqu'au 22 juillet 2020 par le décret numéro 807-2020 du 15 juillet 2020, jusqu'au 29 juillet 2020 par le décret numéro 811-2020 du 22 juillet 2020, jusqu'au 5 août 2020 par le décret numéro 814-2020 du 29 juillet 2020, jusqu'au 12 août 2020 par le décret numéro 815-2020 du 5 août 2020, jusqu'au 19 août 2020 par le décret numéro 818-2020 du 12 août 2020, jusqu'au 26 août 2020 par le décret numéro 845-2020 du 19 août 2020, jusqu'au 2 septembre 2020 par le décret numéro 895-2020 du 26 août 2020, jusqu'au 9 septembre 2020 par le décret numéro 917-2020 du 2 septembre 2020, jusqu'au 16 septembre 2020 par le décret numéro 925-2020 du 9 septembre 2020, jusqu'au 23 septembre 2020 par le décret numéro 948-2020 du 16 septembre 2020, jusqu'au 30 septembre 2020 par le décret numéro 965-2020 du 23 septembre 2020, jusqu'au 7 octobre 2020 par le décret numéro 1000-2020 du 30 septembre 2020, jusqu'au 14 octobre 2020 par le décret numéro 1023-2020 du 7 octobre 2020 jusqu'au 21 octobre 2020 par le décret numéro 1051-2020 du 14 octobre 2020, jusqu'au 28 octobre 2020 par le décret numéro 1094-2020 du 21 octobre 2020, jusqu'au 4 novembre 2020 par le décret numéro 1113-2020 du 28 octobre 2020, jusqu'au 11 novembre 2020 par le décret numéro 1150-2020 du 4 novembre 2020, jusqu'au 18 novembre 2020 par le décret numéro 1168-2020 du 11 novembre 2020, jusqu'au 25 novembre 2020 par le décret numéro 1210-2020 du 18 novembre 2020, jusqu'au 2 décembre 2020 par le décret numéro 1242-2020 du 25 novembre 2020, jusqu'au 9 décembre 2020 par le décret numéro 1272-2020 du 2 décembre 2020, jusqu'au 18 décembre 2020 par le décret numéro 1308-2020 du 9 décembre 2020, jusqu'au 25 décembre 2020 par le décret numéro 1351-2020 du 16 décembre 2020, jusqu'au 1^{er} janvier 2021 par le décret numéro 1418-2020 du 23 décembre 2020, jusqu'au 8 janvier 2021 par le décret numéro 1420-2020 du 30 décembre 2020, jusqu'au 15 janvier 2021 par le décret numéro 1-2021 du 6 janvier 2021, jusqu'au 22 janvier 2021 par le décret numéro 3-2021 du 13 janvier 2021, jusqu'au 29 janvier 2021 par le décret numéro 31-2021 du 20 janvier 2021, jusqu'au 5 février 2021 par le décret numéro 59-2021 du 27 janvier 2021, jusqu'au 12 février 2021 par le décret numéro 89-2021 du 3 février 2021, jusqu'au 19 février 2021 par le décret numéro 103-2021 du 10 février 2021, jusqu'au 26 février 2021 par le décret numéro 124-2021 du 17 février 2021, jusqu'au 5 mars 2021 par le décret numéro 141-2021 du 24 février 2021, jusqu'au 12 mars 2021 par le décret numéro 176-2021 du 3 mars 2021, jusqu'au 19 mars 2021 par le décret numéro 204-2021 du 10 mars 2021, jusqu'au 26 mars 2021 par le décret numéro 243-2021 du 17 mars 2021, jusqu'au 2 avril 2021 par le décret numéro 291-2021 du 24 mars 2021, jusqu'au 9 avril 2021 par le décret